

**Avenant régional de salaire aux CCN des ouvriers du bâtiment en région Centre Val de Loire**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles 12-4 et 12-9 de la Convention Collective du 08/10/1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en REGION CENTRE VAL DE LOIRE, à compter du **1<sup>er</sup> Novembre 2022**

GRILLES DES SALAIRES  
(Au 1<sup>er</sup> Novembre 2022)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 750.94 euros
- la partie variable (PV) à 5,54 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150	1 678,95	11.07
Ouvrier d'exécution position 2	170	1 735	11.44
Ouvrier professionnel	185	1 776	11.71
Compagnon Professionnel position 1	210	1 915	12.62
Compagnon Professionnel position 2	230	2 026	13.36
Maître Ouvrier ou chef d'Equipe position 1	250	2 137	14.09
Maître Ouvrier ou chef d'Equipe position 2	270	2 247	14.82

## Article 2

Par dérogation aux valeurs définies à l'article 1, le salaire minimal (horaire et mensuel) correspondant aux catégories Ouvrier d'exécution position 1 - coef 150 et Ouvrier d'exécution position 2 – coef 170 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.

## Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés ( *visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962* ) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés ( *non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962* ) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées , il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 4

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait à Orléans, le 19 octobre 2022

### **Signataires :**

**La CAPEB Centre-Val de Loire**

**La F.F.B. Centre -Val de Loire**

**UNSA UR Centre - Val de Loire**

**l'Union Régionale Bois C.F.D.T.  
Région Centre**

# **Accord régional de salaire à la CCN des ouvriers du bâtiment – région Centre-Val de Loire Entreprises plus de 10 salariés**

## **Préambule**

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

## **Article 1<sup>er</sup>**

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (IDCC 1597), et consécutivement à la revalorisation automatique du SMIC au 1<sup>er</sup> août 2022, les organisations d'employeurs et de salariés de la Région Centre-Val de Loire, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Centre-Val de Loire à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022.

## **Article 2**

Pour la Région Centre-Val de Loire, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

<b>Catégorie professionnelle</b>	<b>Coefficient</b>	<b>Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)</b>	<b>Taux horaire minimal</b>
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1 678,95 €	11,07 €
- Position 2	170	1735 €	11,44 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1776 €	11,71 €
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1915 €	12,62 €
- Position 2	230	2026 €	13,36 €
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2137 €	14,09 €
- Position 2	270	2247 €	14,82 €

### **Article 3**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

### **Article 4**

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes d'Orléans.

### **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Fait en 10 exemplaires à OLIVET, le 19 octobre 2022

Signataires :

**La FFB Centre-Val de Loire**

**La CAPEB Centre-Val de Loire**

**La Section Fédérale Bâtiment  
Région Centre FO**

**L'Union Régionale Construction Bois  
CFDT Région Centre**

**La Fédération Régionale Centre  
BATI MAT TP CFTC**